



12/10/2026

Communiqué de presse

Semaine d'action africaine contre la privatisation de l'eau, 2026

Thème : Se réapproprier l'avenir de l'eau en Afrique : l'eau publique pour tous

La coalition Our Water, Our Right Africa (OWORAC) rassemble des communautés, des organisations de la société civile, des travailleurs, des femmes, des jeunes et des mouvements pour la justice de l'eau à travers toute l'Afrique afin de marquer la semaine d'action africaine contre la privatisation de l'eau 2026, qui se tiendra du 12 au 18 octobre 2026 sous le thème « Se réapproprier l'avenir de l'eau en Afrique : l'eau publique pour tous. »

Cette année, la mobilisation intervient à un moment critique pour le continent, alors que l'eau occupe une place centrale dans le programme de développement de l'Afrique et dans les discussions politiques à l'échelle mondiale. Les gouvernements de toute l'Afrique continuent de faire face aux conséquences d'années marquées par l'accaparement et l'exploitation de l'eau par les entreprises, des investissements publics limités, des services de distribution d'eau affaiblis, la croissance démographique, l'urbanisation rapide, l'intensification des pressions climatiques et la privatisation accrue des systèmes publics d'eau. L'OWORAC appelle par conséquent les gouvernements du continent à veiller à ce que l'avenir de l'eau en Afrique soit façonné par les besoins et les droits des personnes qui dépendent de l'eau au quotidien, en veillant à leur donner voix au chapitre.

Sur tout le continent, le déficit d'accès reste d'une ampleur stupéfiante. À l'échelle mondiale, 2,1 milliards de personnes ne disposaient pas d'un accès à une eau potable gérée de manière sûre en 2024, et 3,4 milliards manquaient d'installations sanitaires gérées de manière sûre. Rien qu'en Afrique subsaharienne, 167 millions de personnes utilisaient des services

d'approvisionnement en eau potable limités en 2024, soit plus de la moitié de la population mondiale dépendant de ces services.¹

Le fardeau est particulièrement lourd pour les ménages à faible revenu, les communautés rurales et les zones urbaines et périurbaines mal desservies. Ces chiffres représentent plus qu'un déficit d'infrastructure. Pour de nombreux ménages à travers l'Afrique, l'absence d'accès à une eau publique fiable oblige à puiser dans des sources ouvertes dangereuses ou à payer plus cher pour s'approvisionner auprès de vendeurs d'eau, de robinets publics, de forages privés, de citernes et de fournisseurs d'eau conditionnée, souvent sans assurances fiables en matière de qualité ou de sécurité.

Les recherches sur l'accès à l'eau en milieu urbain en Afrique subsaharienne ont montré que les ménages à faible revenu dépendant des vendeurs d'eau peuvent payer 10 à 20 fois plus par unité d'eau que les ménages plus aisés raccordés aux réseaux publics.² Il s'agit d'une pauvreté pénalisante dans laquelle les personnes aux revenus les plus modestes peuvent finir par payer les prix les plus élevés pour un service essentiel.

Dans le même temps, il est particulièrement préoccupant de constater que des approches telles que les partenariats public-privé, les concessions, les tarifs commerciaux, les systèmes d'approvisionnement en eau à compteurs prépayés et la participation accrue du secteur privé sont de plus en plus présentées comme des solutions aux défis de l'eau en Afrique, alors que les gouvernements font face à des déficits d'infrastructures et des pressions financières. Année après année, des sommes incalculables ont en fait été dépensées pour soutenir les efforts de privatisation des systèmes publics d'approvisionnement en eau alors que cet argent et cette volonté politique auraient pu être mieux employés ailleurs afin de répondre directement aux besoins des populations. S'il est urgent d'investir dans l'eau et l'assainissement, les modèles de financement et de gouvernance adoptés ont eux aussi leur importance. Une situation associant de plus en plus l'accès à l'eau à la capacité des personnes à payer avant d'y avoir accès risque de creuser les inégalités existantes plutôt que de les corriger. En outre, les échecs des

¹ Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène (JMP, d'après son acronyme anglais). (2025). *Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des ménages 2000-2024 : Gros plan sur les inégalités*. <file:///C:/DOCUMENT/AAA-TRAD/AA-%20ANG/Albourn/2026/4271/jmp-2025-wash-households-fr.pdf>

² Sam Kayaga et Richard Franceys. (2007). « Costs of Urban Utility Water Connections : Excessive Burden to the Poor. » *Utilities Policy*, 15(4), 270-277. Loughborough University Repository.

programmes de privatisation, loin de se limiter au problème immédiat du coût inabordable des services, allant de la négligence vis-à-vis des infrastructures aux violations des droits du travail, en passant par la dégradation de l'environnement, sont amplement documentés. D'où l'importance de ne pas se contenter de répondre à des années de sous-investissement public en transférant des responsabilités publiques à des acteurs commerciaux.

Il ne s'agit pas que de l'approvisionnement en eau, mais aussi d'autres services essentiels tels que l'assainissement des eaux usées et la gestion des déchets solides. Dans de nombreuses villes africaines, les problèmes d'assainissement, la gestion inadéquate des eaux usées et les déchets non gérés continuent de contaminer les plans d'eau, de compromettre la santé publique et d'aggraver les inondations. La délocalisation de ces services environnementaux essentiels ne résout pas nécessairement ces défaillances et peut même les exacerber.

Comme en attestent les antécédents de l'acteur privé Veolia, leader mondial dans le domaine de l'eau, les multinationales peuvent accroître leur emprise sur les services essentiels tout en réitérant les mêmes erreurs, c'est-à-dire en assurant une supervision publique faible et en plaçant les profits privés au-dessus du reste. Bien que l'entreprise se présente comme chef de file de la transformation écologique, Global Witness a rapporté en 2025 que des images d'une décharge gérée par Veolia en Colombie semblaient montrer des employés de l'entreprise en train de pomper des lixiviats non traités dans des cours d'eau qui se jettent dans des zones humides protégées. Les tests d'échantillons recueillis dans le cadre de l'enquête ont également révélé de fortes concentrations de mercure au niveau d'un point d'échantillonnage.³

Les abus de l'entreprise s'étendent à l'échelle mondiale, y compris sur le continent africain où l'État gabonais a allégué que des déchets pétroliers avaient été découverts dans « la quasi-totalité » des stations de pompage, exploitées depuis des années par Veolia.⁴ Et Veolia n'est pas seul parmi ses pairs du secteur. Le géant multinational de l'eau Suez a obtenu la gestion de la production et de la distribution d'eau potable dans les zones urbaines et péri-urbaines du Sénégal au

³ Un sol empoisonné : Des images filmées en secret montrent Veolia en train de pomper des polluants toxiques dans une zone humide protégée de Colombie. (27 mars 2025). *Global Witness*. Extrait de <https://globalwitness.org/fr/campaigns/land-and-environmental-defenders/un-sol-empoisonne/>.

⁴ Gabon accuses France's Veolia of polluting amid concession dispute. (27 février 2018). *Reuters*. Extrait de <https://www.reuters.com/article/business/finance/gabon-accuses-frances-veolia-of-polluting-amid-concession-dispute-idUSKCN1GB2OO/>.

détriment de la communauté et des travailleurs locaux, et fait face à des allégations de gestion financière particulièrement défailante⁵.

Ces préoccupations sont d'autant plus urgentes que les sécheresses, les inondations, la pollution et d'autres perturbations liées au climat intensifient les vulnérabilités existantes en Afrique. En temps normal, ces réalités devraient obliger les gouvernements à renforcer les institutions publiques de l'eau, à investir publiquement dans des infrastructures résilientes et à veiller à ce que chaque communauté puisse avoir accès à une eau salubre. Au lieu de cela, la faiblesse du secteur public est de plus en plus considérée comme une invitation à une intervention commerciale. L'OWORAC rejette cette logique. Des années de sous-investissement et d'échecs administratifs ne peuvent justifier le transfert de responsabilités publiques essentielles à des intérêts privés dont l'obligation première est de générer des profits.

L'avenir de l'eau en Afrique ne peut pas dépendre de l'attraction de capitaux privés supplémentaires. Il doit être édifié sur des systèmes publics d'eau qui fonctionnent et sur lesquels les populations peuvent compter. Pour ce faire, il faut renforcer les institutions publiques, accroître les investissements publics dans les infrastructures et dans les travailleurs de l'eau, améliorer les systèmes de données et de planification, protéger les ressources publiques en eau et veiller à ce que les communautés fassent entendre leur voix dans les décisions qui affectent leur vie. C'est ainsi que l'Afrique pourra se réapproprier son avenir dans le domaine de l'eau.

L'année 2026 offre aux gouvernements africains une occasion importante de tracer cette voie. L'Union africaine a déjà placé l'année 2026 sous le thème « Assurer la disponibilité durable de l'eau et des systèmes d'assainissement sûrs pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 », parallèlement au lancement de la Vision africaine de l'eau à l'horizon 2063 et de sa politique connexe. À l'échelon mondial, la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2026 offre également une tribune importante pour faire progresser les engagements en matière d'eau et d'assainissement. Cette reconnaissance doit être soutenue par l'action.

C'est sur cette toile de fond que l'OWORAC a élaboré son document de position, *Mise en œuvre de la Vision africaine de l'eau à l'horizon 2063 : prise de position de la coalition OWORAC sur la justice de l'eau, le contrôle public et la*

⁵ Nar Dia, A. (20 juillet 2024). Les comptes opaques de Sen'Eau et Suez sous le feu des critiques au Sénégal. *Senego*, extrait de https://senego.com/les-comptes-opaques-de-sen-eau-et-suez-sous-le-feu-des-critiques-au-senegal_1725663.html.

gouvernance démocratique de l'eau. Le document examine les opportunités et les lacunes dans la mise en œuvre de la Vision africaine de l'eau à l'horizon 2063 et propose des mesures destinées à garantir que l'avenir de l'eau du continent repose sur les droits humains, la responsabilisation publique (obligation de rendre des comptes), un financement public adéquat et une gouvernance démocratique de l'eau. Plus précisément, l'OWORAC et ses alliés appellent les gouvernements africains à prendre les mesures suivantes :

- Accorder la priorité à l'accès universel à des services d'eau et d'assainissement sûrs, abordables et fiables en tant que responsabilité publique et droit humain.
- Établir des engagements financiers nationaux et régionaux clairs et mesurables, y compris une référence en matière d'investissement public dans l'eau et l'assainissement.
- Renforcer et financer de manière adéquate les institutions et les services publics de distribution de l'eau, tout en les protégeant contre toute ingérence extérieure indue et toute mainmise commerciale.
- Assurer la transparence de l'ensemble des contrats, accords, modalités de financement, tarifs, allocations et dépenses liés à l'eau.
- Garantir la participation effective des communautés, des travailleurs, des femmes et des autres groupes concernés à la gouvernance et à la prise de décisions dans le domaine de l'eau.
- Rejeter la privatisation, la commercialisation, les concessions, les partenariats public-privé, les contrats de gestion et de location, la délocalisation, les systèmes de compteurs d'eau prépayés et autres modalités qui transfèrent le contrôle ou la fourniture des services publics d'eau à des intérêts commerciaux.

SIGNATURES

1. **Senegalese Water Justice Network (Senegal)**
2. **Corporate Accountability and Public Participation Africa (Nigeria)**
3. **Amaka Nweke Foundation (Nigeria)**
4. **Water Citizens Network / Revenue Mobilisation Africa (Ghana)**
5. **Disability Not a Barrier Initiative (Nigeria)**
6. **Cherihomes Global Initiatives (Northeast Nigeria)**
7. **Christian Initiative For Nation Building (Nigeria)**
8. **Green Scenery (Sierra Leone)**

9. **Voices for Water (Zimbabwe)**
10. **Biodiversity and Biosafety Association of Kenya (Kenya)**
11. **Corporate Accountability (International)**